



BUREAU COMMUNAUTAIRE

23 MARS 2023

DECISION N° 2023-047-DB

Le vingt-trois mars deux mille vingt-trois à 17h30, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le seize mars deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Jackie GOULET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN (DB 46), Anatole MICHEAUD, Guy BERTIN, Éric MOUSSERION, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE Jean-Luc GIRARD, Isabelle ISABELLON, Pierre de BOUTRAY, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Sylvie PRISSET, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Christian RUALT, Sandrine LION, Éric TOURON, Pierre-Yves DOUET, Jean-Philippe RETIF, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Olivier DESCHARD, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLE, Gilles TALLUAU, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Sylvie PRISSET pouvoir à Armel FROGER, Sandrine LION pouvoir à Béatrice BERTRAND, Éric TOURON pouvoir à Michel PATTEE, Pierre-Yves DOUET pouvoir à Sophie TUBIANA, Isabelle GRANDHOMME pouvoir à Gilles ROUSSILLAT, Jean-Pierre ANTOINE pouvoir à Isabelle ISABELLON, Jacky MARCHAND pouvoir à Jackie GOULET, Sylvie BEILLARD pouvoir à Guy BERTIN

Secrétaire de séance : Alain BOURDIN

| | DB 46 | DB 47 |
|---------------------|-------|-------|
| Membres en exercice | 51 | 51 |
| Quorum | 26 | 26 |
| Présents | 30 | 29 |
| Absents - Excusés | 21 | 22 |
| Pouvoirs | 8 | 8 |
| Votants | 38 | 37 |

ADHESION A LA CHARTE DES PROJETS D'ÉNERGIES RENOUVELABLES A GOUVERNANCE LOCALE DU MAINE-ET-LOIRE

En Pays de la Loire, le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) fixe, entre autres, l'objectif de couvrir 100% de la consommation d'énergies régionales par la production d'énergies renouvelables¹. Pour le Maine-et-Loire, les objectifs cumulés des plans climat impliquent une multiplication par 4,5 de la production actuelle d'énergies renouvelables (qui représentent aujourd'hui 13% de notre consommation d'énergie finale²).

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) Saumur Val de Loire 2020-2026 se fixe sur cette trajectoire en visant une ambition de territoire à énergie positive d'ici 2050. Il nous faut donc accélérer le déploiement des projets d'énergie renouvelable. Les défis pour y parvenir sont multiples. Ils nécessitent le renforcement des coopérations existantes ou à venir entre toutes les parties prenantes du territoire.

1 En parallèle de l'objectif de réduire par deux les consommations énergétiques en 2050 par rapport à 2012.

2 Source : Air Pays de la Loire, plateforme de data visualisation : <https://data.airpl.org/visualisation/emission/production/departement/49/>

Par ailleurs, en décembre 2021, dans le cadre de l'élaboration de son schéma directeur des énergies renouvelables, l'agglomération s'est fixée 4 grands principes de développement dont le souhait de favoriser une gouvernance territoriale et locale dans les projets.

Un projet d'énergies renouvelables (EnR) à gouvernance territoriale et locale est un projet qui ouvre une partie de son capital au financement collectif et son pilotage aux acteurs locaux, dans l'intérêt du territoire et de ses habitants. C'est un projet qui tient compte des enjeux locaux, maximise les retombées économiques et sociales pour les territoires et fait pleinement participer à la conception, au développement et au suivi des acteurs du territoire (citoyens, collectivités, acteurs privés, etc).

Ainsi, la charte propose un cadre commun à des co-porteurs de projet dans les territoires pour favoriser le déploiement de projets d'énergies renouvelables à gouvernance locale à l'échelle du Maine-et-Loire. Sa rédaction a été pilotée par le Département du Maine-et-Loire, le Syndicat d'Energie du Maine-et-Loire et le Réseau énergies citoyennes en Pays de la Loire (RECIT) en co-construction avec différents partenaires (ADEME, SEM Alter Energies, Mauges Communauté, Association Energie Citoyenne Loire et Mauges et Enercoop Pays de la Loire). Elle constitue un socle de valeurs communes et partagées qui peuvent servir de base de négociation pour construire un partenariat. Les co-porteurs pourront choisir suivant les projets de les appliquer ou non, trouver d'autres approches pour respecter les engagements fondamentaux et aller plus loin si besoin.

Cette charte est composée d'une première partie décrivant les engagements fondamentaux que les co-porteurs prennent les uns envers les autres. Ils officialisent ainsi le fait de partager des valeurs communes dans le développement de projets. Les signataires de la charte choisiront sur quels projets ils souhaitent appliquer ces engagements. Puis, d'une deuxième partie, en annexe, qui constitue des lignes directrices inspirantes, sans caractère obligatoire, pour concrétiser ces engagements fondamentaux.

Compte tenu des ambitions du schéma directeur des énergies renouvelables, des nombreux projets à différents stades d'avancement ou émergents sur notre territoire, il est proposé de signer cette charte des énergies renouvelables à gouvernance locale du Maine-et-Loire.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Vu la délibération n°2020-230 DC du Conseil Communautaire du 17 décembre 2020 portant Approbation du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) du territoire Saumur Val de Loire;

Vu la délibération n°2021-107-DB du 9 décembre 2021 du Bureau Communautaire portant présentation et validation des orientations du schéma directeur des énergies renouvelables (SDENR) Saumur Val de Loire.

Vu l'avis de la commission Transition Énergétique et Mobilité du 09 février 2023.

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

D'APPROUVER la Charte des énergies renouvelables à gouvernance locale du Maine-et-Loire, dont le projet est joint à la présente délibération ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite charte et tout document s'y rapportant.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 37


Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saurmur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saurmur



Jackie COULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »